

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

**PROGRAMME PAYS DU FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
(FIDA)**

ETUDE DE CAS PROGRAMME PAYS MADAGASCAR
Direction: Benoît Thierry, Chargé de Programme FIDA Madagascar
Rédaction: Anja RABEZANAHARY, Stagiaire du FIDA

Janvier 2010

**Étude de cas : Adopter une approche inclusive dans les projets financés par le
FIDA à Madagascar**

**Inclure les plus démunis ou lutter contre l'extrême pauvreté : quelles réalités ?
Quels défis ?**

Table des matières

1. Introduction	3
2. Les formes de l'exclusion dans les zones d'intervention	4
2.1 Le statut : élevé ou bas, il devient facteur d'exclusion	4
2.2 L'âge : les jeunes et les personnes âgées sont marginalisés	5
2.3 Autres facteurs d'exclusion, selon le contexte local	8
3. Pratiques et perspectives dans les projets	9
4. Conclusion	11

1. Introduction

Depuis plusieurs années déjà, et notamment depuis le développement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la communauté internationale s'accorde pour reconnaître que la pauvreté n'est pas un phénomène homogène. Les OMD distinguent, par exemple, la pauvreté de l'extrême pauvreté. En effet, les programmes de lutte contre la pauvreté ont longtemps bénéficié de manière inégale aux « pauvres ». Le débat continue dans les institutions financières internationales comme dans le milieu académique sur le triptyque « croissance, pauvreté, inégalité » : la croissance est-elle suffisante pour endiguer la pauvreté ? La croissance permet-elle une redistribution équitable des richesses ? Force est de constater qu'elle bénéficie plutôt aux classes moyennes.

Or, l'équité et l'égalité sont énoncées depuis longtemps comme l'une des principales missions de l'Organisation des Nations Unies (ONU). La Déclaration universelle des droits de l'homme, un texte fondateur de l'ONU en témoigne :

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. (article 25, paragraphe 1)

Le contexte lui-même explique parfois le fait que les classes moyennes bénéficient plus facilement des programmes de lutte contre la pauvreté que les autres catégories sociales. L'approche adoptée et les stratégies d'intervention aussi renforcent ce fait. Comment atteindre donc les plus pauvres ?

À Madagascar, le Fonds international de développement agricole (FIDA) finance des projets de développement rural dans 13 sur les 22 régions. Dans ce pays où plus de 70% de la population vit en milieu rural, les projets de développement oeuvrent pour réduire la pauvreté. Ces projets se veulent inclusifs, en intégrant plus spécifiquement chaque catégorie socio-économique des communautés ciblées. Pourquoi parle-t-on d'inclusion sociale ? Parce que la société n'inclut pas de la même manière tous les individus et groupes qui la composent. À Madagascar, classé aujourd'hui comme pays en voie de développement, cette situation est bien réelle, et les inégalités sont dues à divers facteurs. Les réalités sont complexes et malgré la diversité des activités et des populations ciblées au sein des projets, on ne peut parler d'inclusion dans tous les cas.

Le présent document a pour but d'observer les problèmes que soulève cette situation dans le quotidien des populations rurales malgaches, sans pour autant se vouloir exhaustif. En effet, l'exclusion s'opère à des divers niveaux : au sein du ménage, du village, de la commune, de la région, de l'État et même au niveau international. Les exemples qui suivent sont tirés de

plusieurs visites dans différentes régions de Madagascar. La méthode d'observation et de recueil des données se base principalement sur la vague d'enquêtes effectuées selon l'approche des moyens d'existence durable (AMED), une méthode qualitative et participative avec une immersion totale au sein des communautés villageoises.

2. Les formes de l'exclusion dans les zones d'intervention

Il semble difficile de s'attaquer à un problème sans en connaître les causes. Même si la durée des enquêtes fut courte, celles-ci permettent déjà d'organiser les causes de l'exclusion en plusieurs catégories : le statut social, l'âge, l'origine, le sexe, mais aussi l'enclavement, l'opinion politique, la religion, les interventions extérieures, etc. Les situations et les modes de vie expliquent comment et pourquoi certaines catégories de la population ne sont pas en mesure de participer aux activités de développement. Nous ne traiterons pas les exclusions liées au sexe et au rapport du genre dans ce document, étant donné que cela fait l'objet d'une recherche à part et de plusieurs pratiques d'intégration.

2.1 Le statut : élevé ou bas, il devient facteur d'exclusion

Que l'on ait un statut social élevé ou bas, celui-ci peut devenir un obstacle à l'accès équitable aux bénéfices du développement.

Les leaders locaux. Le chef du village joue un rôle fondamental dans le modèle de développement à mettre en place. Il peut être inclusif, exclusif ou indifférent. Les personnes en marge de la société sont souvent qualifiées de « paresseuses » par les leaders locaux, quelles que soient les raisons de leur marginalité.

Par exemple, dans le village de Bemainty, des agents de projet sont venus rendre visite aux villageois dans le cadre d'une campagne d'information destinée à leur présenter les activités prévues par le projet. Malgré qu'ils aient prévenu à l'avance le chef du fokontany de leur visite, personne ne s'est présenté à la réunion. Le chef du fokontany n'avait pas averti les villageois de la visite, arguant que « *ce travail m'importe peu, je n'y gagne rien personnellement, les bénéfices sont pour toute la population.* » Il convoqua enfin les membres de sa famille à la réunion. De fait, tout le village a été exclu.

Souvent, en effet, lors des visites, les chefs des villages conduisent l'équipe d'abord auprès des membres de leur famille proche ou étendue lorsqu'on leur demande de rencontrer les personnes les plus vulnérables.

Le village de Mahavelona se situe sur la côte est de l'Île. La région se trouve dans une zone tropicale humide et les passages de cyclones sont fréquents. Étant donné cette vulnérabilité, plusieurs organismes travaillent sur la reconstruction des zones ravagées et de nombreuses

cases ont été reconstruites. Malheureusement, plusieurs familles ont été “écartées” de la liste des sinistrés et accusent le chef du fokontany de les avoir sciemment ignorées. En effet, un organisme international a confié au chef fokontany la tâche de recenser les sinistrés en vue des travaux de reconstruction et il semblerait que celui-ci ait prit la liberté d’inscrire certaines familles plutôt que d’autres.

À Anosivolakely, dans les Hautes Terres, le chef du fokontany est jeune et dynamique. Pourtant, les anciens doutent de sa capacité à mener le fokontany vers le développement, à cause de son jeune âge. En revanche, ce n’est pas le cas des habitants les plus vulnérables. Razafimanana, une veuve de 63 ans, témoigne : « *le chef du fokontany fait vraiment du bon travail. Il nous a aidés à trouver une aide sociale auprès des Sœurs de Mahitsy car il connaît bien notre situation. On est juste allé le voir pour parler de nos difficultés et il a trouvé cette adresse pour nous.* » Les discussions avec le chef du fokontany confirment sa connaissance des différentes catégories sociales et des contraintes auxquelles font face ses habitants.

Dans les communautés du sud-est, les communautés sont structurées en *tranobe* (littéralement : grande maison) qui regroupe en fait une grande famille avec des liens de parenté. Un tranobe peut être composé de plusieurs ethnies, mais ici, le terme recouvre plutôt les descendants d’une même lignée. Le fait est que toute décision concernant la vie du village doit être approuvée par le « randraimbe » ou l’ancien : la sanction pour un vol, la construction d’une case, la date d’une circoncision ou d’un mariage, l’usage d’une parcelle de terre, la venue d’une équipe de projet, etc.

En bas de l’échelle sociale. Le phénomène inverse existe aussi et pourrait même être sous-estimé dans la mise en place des activités par les projets. Esther, mère de famille trentenaire qui habite le quartier « pauvre » du village en est un exemple. Hébergée par ses voisins après un cyclone, elle ne se sent plus en droit de s’exprimer ni de demander quoi que ce soit, ayant déjà été « aidée et assistée » par tout le village.

L’âge semble aussi être un grand facteur d’exclusion : les jeunes sont quasiment absents des réunions, alors que les personnes âgées vivent très souvent dans des conditions qui ne leur permettent pas de percevoir les bénéfices du développement.

2.2 L’âge : les jeunes et les personnes âgées sont marginalisés

Les jeunes. D’après les derniers recensements de fokontany, la moitié de la population a moins de 18 ans. Mais cette majorité est peu visible. Après l’école primaire, bon nombre de jeunes n’ont pas accès à l’enseignement secondaire ou abandonnent pour cause d’échec scolaire, et se trouvent souvent dans une période d’inactivité. À Mahavanona, trois jeunes hommes, cahier et guitare à la main, racontent leurs échecs scolaires. Durant leur temps libre, ils composent des chansons pour leur groupe, qu’ils ont appelé « TIKI » (composé des lettres de leurs prénoms). Une de leur production porte un message clair : « *Petit frère, travaille bien*

à l'école. *C'est le meilleur héritage que tu puisses avoir, ne sois pas paresseux, évites les mauvaises habitudes,...* » Ils expliquent que ce chant est ce qu'ils ont de plus cher à transmettre aux plus jeunes et qu'ils regrettent vraiment de ne pas pouvoir poursuivre leurs études.

Les collèges publics se trouvent dans les chefs-lieux de commune. Les parents doivent alors assumer des frais supplémentaires pour le logement, la nourriture, et les déplacements entre la ville et le village. Même si certains ont de la famille en ville, une contribution est toujours nécessaire et cela reste une charge pour les parents. Au village de Hatsiera, des jeunes hommes entre 16 et 18 ans racontent qu'ils n'ont pas pu continuer les études faute de moyens. Tous aspirent à avoir leurs propres zébus, une femme et des enfants, le mariage étant traditionnellement l'événement qui marque l'entrée dans la vie adulte, et synonyme d'autonomie. Aujourd'hui, ils sont employés agricoles, et dépensent leur salaire en vêtements et pour aller à la vidéo (le cinéma du village). Cependant, dans de nombreux villages, les jeunes craignent la jalousie des autres. *« Ici, il y a des actes de sabotage parce que les autres sont jaloux quand il y en a un qui se distingue »*, témoigne une jeune femme de 23 ans. Les jeunes se sentent alors dans l'incapacité d'innover ou de se démarquer par peur des réactions de jalousie. Pourtant, nombreux sont ceux qui ont déjà quitté les bancs de l'école et ne sont pas encore mariés. Ils souhaitent encore rester au village pour travailler la terre et élever leur troupeau de zébus. Certains aimeraient vivre en ville mais ne disposent pas des moyens nécessaires pour migrer.

Dans de nombreux villages, les jeunes hommes s'organisent en associations sportives de façon à partager une passion, mais aussi de donner du sens à leur temps libre. Les églises, des institutions très présentes à travers toute l'Île, offrent également des lieux de regroupement pour des activités très diversifiées : former un chœur, une association sportive, des cours de catéchisme, etc. Dans les régions du sud-est, où les communautés sont structurées en grandes familles, les jeunes ont leur propre association avec un organigramme bien défini. Ils se regroupent, garçons et filles, pour la culture du riz. Seulement, ils n'ont pas de terre à leur disposition et il appartiendra au « randraimbe » de leur en confier une.

Dans les villages, les gens sont bien conscients que les jeunes, condamnés à l'oisiveté, sont les premiers incriminés pour le petit vol. À Ankonabe, Louise raconte qu'elle voit les jeunes voler les poules mais comme ce sont souvent des membres de la famille ou les enfants du voisin, elle ne peut rien faire. À Antsalovabe, Repozy accuse les jeunes de voler le manioc sur pied : *« ces jeunes hommes-là, ils sont paresseux et préfèrent voler plutôt que cultiver. »*

Il y a cependant des distinctions entre hommes et femmes.

La jeune fille. Les jeunes filles disposent de beaucoup moins de temps libre que les jeunes hommes. Elles ne se regroupent pas formellement tel que le font les garçons pour le sport, mais elles font souvent les tâches à plusieurs : aller puiser l'eau, aller laver le linge, aller chercher le bois. La jeune fille est, depuis son enfance, assignée à des tâches ménagères pour

permettre à la mère de travailler au champ ou d'aller au marché. Cela explique pourquoi le taux d'abandon scolaire est plus élevé chez la fille. Durant leur temps libre, elles se promènent, se coiffent entre elles ou font la sieste. Les jeunes filles sont non seulement moins disponibles mais aussi moins sollicitées dans des activités de développement. Les mères elles-mêmes participent à cet état de fait et nous disent lors d'une réunion avec les femmes « *si je n'avais pas eu de fille, je ne m'en sortirais pas. C'est elle qui s'occupe de la maison lorsque je vais au marché ou comme aujourd'hui à cette réunion.* » Ainsi, tant que les mères sont occupées, les jeunes filles ne peuvent pas disposer de leur temps et participer aux activités extra-ménagères. Les phénomènes d'exclusion commencent ainsi au sein du ménage du fait des pratiques qui sont perpétuées faute d'alternative.

Elles se marient également plus tôt, mais sont souvent aussi victimes de trahison. Elles se disent « voafitaka », ou trahies, par ces jeunes garçons qui leur promettent un mariage, mais disparaissent ensuite dès qu'elles tombent enceintes. Le cas est récurrent et représente un cas de figure commun dans les villages, malgré la honte que la situation continue de créer pour la fille et sa famille. Marie Agnès Sylvie a 22 ans, et vit chez ses parents avec son bébé de huit mois. Le père de son enfant est au village, mais ne l'aide pas pour la prise en charge. Elle fait donc de la vannerie comme toutes les femmes de son village, sans pour autant parvenir à subvenir à ses besoins.

Néanmoins, il existe des exceptions : dans un village de la Haute Matsiatra, on insiste beaucoup plus sur l'éducation des filles que sur celle des garçons, car ceux-ci sont considérés comme une force de travail.

Les personnes âgées. A Madagascar, le milieu rural ne dispose d'aucun système de protection sociale, si bien que les paysans âgés ne peuvent compter que sur leurs enfants ou une aide de la communauté (les voisins, une association, une organisation non-gouvernementale ou l'église). On recourt en premier lieu aux enfants pour assurer la continuité du travail. Cependant, pour des raisons diverses et variées, les enfants n'assument pas toujours cette continuité : ils ont soit migré en ville, soit ils se sont mariés ailleurs, soit ils travaillent la terre de leurs époux. Les personnes âgées se trouvent donc en position de faiblesse et louent leur terre à moindre coût.

Le problème se pose aussi pour les paysans qui souhaitent encore investir dans la production, mais qui sont laissés à l'écart par le système du fait de leur âge. À Ankonabe, un couple de plus de 60 ans s'est vu refuser un crédit destiné à augmenter leur production car il ne remplissait pas les critères d'âge. Ils se sont résignés à leur maigre production, insuffisante étant donnée la récente chute des prix. Ailleurs, les parents âgés accueillent leurs petits-enfants lorsque les enfants émigrent ou divorcent. On trouve ainsi des ménages composés d'un couple de soixante ans ayant en charge des enfants de 2 à 10 ans. Totozafy Paul, 78 ans, vit avec sa femme et ses trois petits-enfants, dont un est orphelin et les deux autres ont leur père en ville. Ce dernier ne manque pas d'aider financièrement la famille, mais cela n'est pas suffisant selon Totozafy Paul, et sa femme continue de chercher du salariat agricole. Il

aimerait que l'État apporte une aide aux personnes âgées, que l'on puisse lui confier des petites activités salariées et que ses petits-enfants réussissent leur scolarité. Dans de nombreux villages, cette situation n'est pas rare. Les Antandroy, une ethnie originaire du sud et fortement émigrante, confient les enfants au père en cas de divorce. Or, le père remet souvent la charge des enfants à ses propres parents.

Consciente de cette situation extrêmement marginalisant et dévalorisant, l'ONU a désignée le 1^{er} octobre la journée mondiale de la personne âgée. Le but est de sensibiliser le public aux conditions de vie des personnes âgées, beaucoup plus précaires en milieu rural du fait du manque de structures et de services.

2.3 Autres facteurs d'exclusion, selon le contexte local

L'origine, l'histoire ou l'ethnie. L'histoire reste fortement ancrée sur plusieurs générations. Aussi, elle peut figer le sort de certaines personnes, groupe de personnes ou voire toute une ethnie.

Dans la région de Vatovavy Fitovinany, il est un village où peu d'Antemoro (ethnie dominante de la région) mettent les pieds. En effet, du fait de son histoire, les habitants de ce village sont exclus de tout échange (même une compétition sportive) dans la région depuis plusieurs générations. Il leur faut migrer loin pour pouvoir entreprendre et échanger sans être stigmatisés par leur provenance. Cela crée un fort sentiment d'exclusion chez les habitants et de réels handicaps pour le développement de ce village. L'implantation d'une église locale a cependant permis de changer petit à petit les mentalités au sein du village et quelques personnes ont repris confiance et veulent se libérer du poids du passé.

Il en est de même pour deux jeunes mères-célibataires de la côte orientale de l'Île, qui se sentent totalement écartées par les villageois et le chef lui-même. Lors de la mise en œuvre d'un programme de reconstruction post-cyclone, elles affirment : « *Tout le monde y a eu droit sauf nous, nous ne savons pas pourquoi le président ne nous a pas inscrites* ». Ce dernier explique que le motif de cette exclusion est un délit commis par l'une d'elles par le passé, qui justifie qu'elle n'ait pas droit au programme de reconstruction. Leur case se démarque en effet de tout le voisinage par ses signes d'usure et de vétusté.

Beaucoup plus au sud, proche de Fort-Dauphin, les ex-détenus sont replacés dans un même village. Cela renforce le stéréotype de « criminels » et de « détenus » et démontre le manque de volonté politique pour leur réinsertion sociale.

Les politiques/la politique. Les choix politiques ou le manque de moyens pour mettre en œuvre une politique créent des inégalités au niveau national, régional ou communal. En effet, malgré des politiques sectorielles innovantes, les phases-pilotes bénéficient à certains et pas à d'autres. Les problèmes d'instabilité à Madagascar font qu'aucune garantie ne soit possible

pour la continuité et la démultiplication des expériences. Certaines régions sont fortement desservies en termes d'infrastructures, d'autres restent totalement enclavées. Certaines régions de l'Île sont restées au téléphone fixe, à l'époque du « portable sans fil ». Cela génère alors de fortes inégalités en termes d'opportunités.

Parfois aussi, lorsque le maire appartient à un certain mouvement politique, tous ceux qui ne sont pas militants ou sympathisants sont exclus des services, voire même radiés des entités communales. Cela entraîne des problèmes et blocages pour les citoyens désireux de faire avancer leurs activités. C'est ainsi que l'appartenance politique vient modifier les politiques locales de développement.

L'appartenance religieuse, l'origine ethnique tendent également à favoriser des relations privilégiées entre les membres d'une même congrégation ou ethnie. Les immigrants n'ont parfois pas accès aux usagers locaux du fait de leur origine ethnique. Ils se trouvent alors dépourvus de moyens de production par rapport à leurs voisins. De plus, ils choisissent de bâtir leur case proche des immigrants de la même origine, renforçant le phénomène de regroupement et d'isolement des « étrangers ».

Tous les cas cités plus haut se trouvent dans les zones d'intervention du FIDA. Dans ce contexte, que font les projets pour réduire ces inégalités ?

3. Pratiques et perspectives dans les projets

À Madagascar, le FIDA finance actuellement quatre projets de développement rural :

1. PPRR : le Programme de promotion des revenus ruraux dans les régions orientales d'Analanjirifo et Atsinanana
2. AD2M : le Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky dans l'ouest
3. PROSPERER : le Programme de soutien aux microentreprises rurales et aux économies régionales dans cinq régions différentes
4. AROPA : le Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles dans les régions de la Haute Matsiatra, Ihorombe et Anosy.

Les quatre projets prévoient des mesures d'inclusion. Toutefois, d'un projet à l'autre, les mesures ne sont pas les mêmes, les modalités et zones d'interventions étant différentes. Entre les deux projets les plus anciens, PPRR et AD2M, et les projets les plus récents PROSPERER et AROPA, il y a déjà une différence d'approche. Les derniers ont intégré dès leur conception des mesures visant à cibler les plus pauvres, y compris les femmes. Les premiers, eux, s'apparentent aux projets dits « intégrés » c'est-à-dire qu'ils agissent sur plusieurs fronts pour lutter contre la pauvreté.

Parmi les différentes activités propres à chaque projet, des mesures communes comme le renforcement de capacités des plus pauvres sont réalisées pour cibler les plus démunis (principalement l'alphabétisation et les microprojets).

L'alphabétisation. L'alphabétisation s'avère être un moyen efficace de renforcement de capacités pour l'intégration des plus pauvres dans les activités et préparer leur participation aux processus de prise de décision. Nombreux témoignages de bénéficiaires viennent confirmer le changement positif que cela apporte dans leurs vies. Les femmes sans emploi et les jeunes déscolarisés en sont demandeurs. Or, à la base, les cours n'ont pas été conçus pour une alphabétisation de masse, tandis que les responsables d'organisations paysannes les boudent pour des raisons de prestige social. Comme les cours sont pour une majeure partie assurés grâce à la participation financière des bénéficiaires, les moyens viennent parfois à manquer et cela exclut donc en premier lieu les plus pauvres. Le programme d'alphabétisation nécessite donc une adaptation en fonction de sa finalité et des besoins.

Les microprojets. Ils sont mis en place en priorité pour les paysans sans terre et les groupes exclus tel que les femmes, afin qu'ils puissent mettre en place une activité tout en recevant une formation pour devenir autonomes. Ils sont vite devenus un moyen pour les moins pauvres de diversifier leurs activités. L'identification des participants est faite selon une grille de score : plus le paysan est pauvre et plus il est éligible pour le microprojet. En pratique, ce travail d'identification est cependant difficile. Les agents de projet organisent une réunion d'informations à l'issue de laquelle ils identifient les bénéficiaires. Ceux qui se portent volontaires et ceux qui se disent pauvres sont alors retenus. Deux problèmes se posent pourtant : d'une part, le paysan se considère toujours pauvre, malgré les différenciations qui peuvent exister, et tout le monde se sent ainsi en droit de bénéficier des activités. Souvent, il s'agit des paysans les moins vulnérables, qui peuvent risquer de diversifier leurs activités car ils disposent déjà d'une certaine stabilité. D'autre part, les agents de projet ne disposent pas, pour la plupart de leurs interventions, du temps nécessaire à une véritable identification des différentes couches sociales, ni le temps de convaincre les plus réticents aux éventuels bénéfices d'une diversification des activités. Un travail préalable d'identification pourrait faciliter le ciblage : des enquêtes selon l'approche des moyens d'existence durable ou l'analyse socioéconomique selon le genre sont des outils adaptés.

Un conseil à l'exploitation familiale. AROPA, dans la Haute Matsiatra, mettent en place des sessions de conseil familiale destinées à analyser les différentes tâches accomplies par les hommes puis par les femmes, puis comparer en homme/jour, à l'aide d'une matrice des responsabilités, une analyse de l'exploitation, etc. Cette approche de suivi par ménage est encore trop récente pour pouvoir être évaluée. Cependant, elle a été testée avec succès dans d'autres pays où intervient le FIDA sous le nom de « household mentoring », notamment en Zambie. Cette approche requiert un fort investissement en temps et en ressources humaines, mais elle semble porter ses fruits : comme l'exclusion résulte parfois des pratiques au sein même du ménage, il s'agit d'accompagner chaque membre de la famille et formuler une

stratégie individuelle. Toutes les stratégies individuelles ont pour but commun l'amélioration des conditions de vie du ménage.

Les agents de projet. Interface directe avec les communautés, la méthode d'approche et les attitudes des agents de projet sont également des facteurs d'inclusion ou d'exclusion. La langue utilisée lors des réunions d'information peut déjà constituer un obstacle pour les minorités présentes. De plus, l'aisance et la facilité relationnelle avec les leaders locaux est une arme à double tranchant : cela peut faciliter le ciblage tout comme mener à un favoritisme et à du clientélisme. Il arrive que les agents de terrain soient manipulés par les leaders locaux pour gagner la faveur des plus démunis. Les hommes politiques revoient le ciblage en fonction de leurs intérêts et présentent les agents de projet comme leurs collaborateurs. Il est possible d'éviter ce détournement en communiquant le caractère public des interventions des projets mais également par l'attitude et l'approche des agents de terrain.

Politique en faveur des jeunes. Aujourd'hui, PROSPERER et AROPA ont adopté une approche volontariste en faveur des jeunes, l'une au sein des microentreprises et l'autre parmi les agriculteurs. PROSPERER se distingue également par la jeunesse de son personnel qui pourrait être porteur d'une nouvelle approche.

Au Maroc, les jeunes font l'objet d'une recherche conjointe entre chercheurs marocains, organes ministériels et la Banque mondiale afin de les inclure dans le développement : étant donné sa large base et le manque de son inclusion au développement, cette population offre, selon la Banque mondiale, « *une opportunité démographique unique pour établir une robuste base de croissance* ». Sa marginalisation serait susceptible d'avoir des effets néfastes, estime-t-on¹.

Ces aspects, ces mesures et cette relecture restent cependant très insuffisants. L'accès aux services financiers n'a pu être abordé dans le présent documents, alors que c'est un volet essentiel. Ce travail a néanmoins été rendu possible grâce à la vague d'enquêtes AMED effectuées cette année. C'est une première étape qui mérite d'être approfondie, de manière à donner des pistes de sensibilisation vers l'inclusion.

4. Conclusion

Les personnes exclues sont souvent victimes d'un processus délibéré d'exclusion. Ce processus peut résulter de phénomènes divers et variés, mais il continue d'exister car des personnes le perpétuent. Inventer des outils de travail pour cibler les exclus est donc nécessaire, mais insuffisant. Le plus important serait d'être attentif et identifier les points d'entrée : comment inclure des groupes marginalisés dans un système qui les a préalablement exclus ? Il s'agit d'un cercle vicieux, où les personnes sont pauvres parce qu'elles sont

¹ Source : www.tamia.ma

exclues des services communs, et leur exclusion des services communs les condamne à la pauvreté. L'exclusion est le fruit d'une relation entre couches sociales et crée des catégorisations qui la cristallisent. Pour se libérer de l'exclusion sociale, il est nécessaire de changer les représentations qui structurent les différentes catégories de la société.

Les principaux défis sont d'abord de changer les perceptions puis de repenser les faits et les situations qui les déterminent. Ces dernières découlent pourtant de notre vie sociale. Alors, comment percevoir une femme pauvre comme un acteur de développement potentiel et penser les activités pour qu'elle puisse participer?

Il faut agir sur le processus lui-même d'exclusion. Deux solutions parallèles sont possibles : un changement de comportement (informer-communiquer à tous les niveaux : fokontany, commune, région et programme, en invitant les membres de communes et régions dans les formations données aux équipes de projet) et consolider l'accompagnement (agents de terrain, parrainage, stage, formation, etc.). Le défi est d'y porter systématiquement attention car malgré une prise de conscience générale, la pratique reste difficile. En dépit de tous les outils existants, quatre questions essentielles permettent de rester vigilants en toute situation : qui peut venir et bénéficier ? Qui ne vient pas et ne bénéficie pas ? Pourquoi ? Comment faire pour remédier à la situation la prochaine fois ?

En Europe et dans beaucoup de pays, l'inclusion est devenue une préoccupation des politiques publiques. Celles-ci reposent sur des politiques volontaristes qui ont vu le jour au cours des dernières années.

Cependant, si le siège du FIDA pousse la réflexion sur l'inclusion, les praticiens du terrain sont souvent encore mal informés de ce travail. Des documents comme la politique de ciblage ou le *Gender Source Book* restent très peu connus, de même que leur message. Il manque sur le terrain un partage des connaissances venant du siège et, inversement, les pratiques de terrain pourraient bien nourrir les recherches au siège.